

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy, le vendredi 17 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAH -S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES VALLEES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE

RUE DE L'EAU ET DES ENFANTS
STATION D'EPURATION DES EAUX USEES
95500 Bonneuil-En-France

Références : UD95-2026-0208
Code AIOT : 0006507390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2026 dans l'établissement SIAH -S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES VALLEES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE implanté RUE DE L'EAU ET DES ENFANTS STATION D'EPURATION DES EAUX USEES 95500 Bonneuil-en-France. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAH -S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES VALLEES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE
- RUE DE L'EAU ET DES ENFANTS STATION D'EPURATION DES EAUX USEES 95500 Bonneuil-en-France
- Code AIOT : 0006507390

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station d'épuration classée ICPE et mise en service en 1995. Des travaux d'extension ont été entrepris en 2019 pour augmenter la productivité et atteindre la gestion de 500 000 équivalents habitants, soit 35 communes. Ces travaux se sont terminés en 2024.

L'arrêté préfectoral n°2019/DRIEE/SPE/046 du 07/06/2019 porte autorisation au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement de la refonte et de l'exploitation du système d'assainissement de Bonneuil-en-France. Cet arrêté s'applique au SIAH, le maître d'ouvrage. L'exploitant est OTV Véolia.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 4	Sans objet
2	Entretien séparateurs hydrocarbures et poste de relevage	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2	Sans objet
3	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.3	Sans objet
4	Visite des ouvrages de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2	Sans objet
5	Vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2	Sans objet
6	Valeurs limite de rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2	Sans objet
7	Fréquence de contrôle des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.4	Sans objet
8	Stockage de produits_procedure	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 26	Sans objet
9	Stockage de produits_mesures de prévention produits incompatibles	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate, pour les points contrôlés, que l'exploitant assure une bonne gestion de son site. Aucune non-conformité n'est relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 4				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative ICPE				
Prescription contrôlée :				
Les installations relevant de rubriques ICPE sont détaillées dans le tableau de classement suivant :				
Rubrique	Installations et activités concernées	Elements caractéristiques	Régime	Arrêtés
2910.B-1	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	Chaufferie vapeur avec brûler miste biogaz / GNV pour une puissance totale de 1 MW (deux chaudières de 500 kW) Chaufferie eau avec brûleur mixte avec une chaudière de 0.7 MW	E	AM 03/08/2018
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Quantité totale d'hypochlorite de sodium (eau de javel) : 22 t de javel à 150 g/L de chlore actif	DC	AM 23/12/98
4310	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Quantité totale susceptible d'être stockée : 5 021 kg : - 1 gazomètre de 1500 m3 à 25 mbar, soit 1800 kg de biogaz - 2 digesteurs contenant 15m3 à 25 mbarg de biogaz en fonctionnement normal, soit 36 kg de biogaz - Conduites biogaz MP, 300 mbarg en DN50, sur une longueur de 240 m, soit 75 kg de biogaz - Ligne HP biométhane sortie épuration vers poste réinjection : 220 m en DN80 - 10barg, soit 330 kg de biogaz - Ligne HP refus biométhane du poste de réinjection vers sortie épuration : 220 m en DN80 - 10barg, soit 1330 kg de biogaz - Ligne HP biométhane du poste réinjection vers collecteur GRDF : 150 m en DN 80 - 5 barg, soit 450 kg.	DC	AM 02/02/98

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la station a fait l'objet de travaux d'extension en 2019 – 2024. Ces travaux ont fait l'objet du porter à connaissance transmis à la préfecture en 2022. L'exploitant précise être encore en levée de réserves notamment sur la partie réseau. Des modifications mineures par rapport au PAC de 2022 ont été faites. Tous les éléments seront transmis à la levée des réserves pour que l'inspection puisse disposer d'un dossier à jour.</p> <p>Concernant la rubrique 2910 B-1, l'exploitant indique exploiter une chaufferie vapeur avec brûleur mixte biogaz / GNV pour une puissance totale de 1 MW, soit deux chaudières de 500 kW. L'exploitant indique cependant que la chaufferie eau mise en service n'est finalement pas une chaufferie mixte mais fonctionne uniquement avec un brûleur de gaz naturel. La puissance de cette dernière est de 0,7 MW.</p> <p>Les deux premières chaudières consommant du biogaz issu de la station d'épuration et la puissance totale (2* 500 kW) étant égale à 1MW, l'installation est donc classée 2910.B-1 à enregistrement.</p> <p>La chaudière de 0,7 MW fonctionnant au gaz naturel uniquement n'est pas classée au titre de la rubrique 2910.A.2, la puissance de l'installation de combustion étant inférieure à 1 MW, seuil de classement en 2910-A.</p> <p>L'Inspection propose d'actualiser le tableau de classement ICPE à la prochaine modification de l'arrêté préfectoral car la chaudière de 0,7 MW n'est plus classée 2910.B-1.</p> <p>Afin de vérifier les rubriques de classement et les seuils autorisés pour le stockage de produits dangereux, l'inspection demande à voir l'état des stocks des produits dangereux. L'exploitant indique que l'état des stocks est mis à jour quotidiennement et présente son état des stocks en date du 13 avril 2026.</p> <p>Les produits dangereux stockés dans l'installation sont l'acide sulfurique 96 %, la soude à 30,5 %, le chlorure ferrique et l'hypochlorite de sodium. Ces substances étant non nommément désignées dans la réglementation ICPE, l'inspection demande à l'exploitant les fiches de données de sécurité (FDS) de ces substances afin de vérifier les mentions de danger et les éventuelles rubriques de classement. Les mentions de dangers présentes sur les FDS de l'acide sulfurique 96 % (H314), la soude à 30,5 % (H290, H314, H290), le chlorure ferrique (H290, H302, H318, H315) ne correspondent à aucune rubrique pour le classement ICPE.</p> <p>Seule la substance hypochlorite de sodium est donc classée au titre de la rubrique 4510. L'état des stocks indique une quantité de 4,78 tonnes sur la première cuve et de 1,73 tonnes sur la cuve secondaire. La quantité d'hypochlorite de sodium stockée sur le site est donc de 6,51 tonnes, bien en deça du seuil déclaré à 22 tonnes/jour.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Entretien séparateurs hydrocarbures et poste de relevage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs hydrocarbures
Prescription contrôlée :

2.2 Modification de l'article 25.1

[...]

Pour le poste de relevage (l'installation de refoulement) et les séparateurs à hydrocarbures, les préconisations de la page 26 du porter à connaissance en termes d'entretien sont à respecter.

[...]

Page 26 du porter à connaissance

[...]

Séparateurs à hydrocarbures

Les prescriptions d'entretien sont :

- annuellement, un curage complet avec inspection complète du séparateur
- semestriellement, une surveillance avec écrémage ou vidange en cas de besoin

Poste de relevage

Une station de relevage nécessite un entretien régulier. Il est préconisé un minimum de 3 à 4 visites par an. L'entretien régulier consiste à nettoyer les flotteurs et à rincer à grande eau les parois et le fond de la cuve ainsi que les canalisations et les accessoires en contact avec l'effluent.

[...]

Constats :

L'exploitant indique que l'installation est dotée de 3 séparateurs hydrocarbures au lieu de 2 (comme indiqué dans le porter à connaissance). En effet, un réseau d'eaux pluviales a été créé et rejoint le bassin de rétention. Ainsi, un séparateur hydrocarbures a été ajouté avant le rejet dans le bassin. Néanmoins, le nombre de point de rejets d'eaux pluviales reste inchangé (2 points).

L'exploitant indique que toutes les opérations de maintenance, d'inspection et de curage sont gérées par une GMAO. Ainsi, chaque inspection/maintenance/curage fait l'objet d'un ordre de travail dans la GMAO. Tous les ans, un plan de maintenance annuel est édité, accompagné de tous les ordres de travaux à effectuer durant l'année.

L'exploitant indique qu'il réalise deux types de maintenance sur les 3 séparateurs hydrocarbures :

- un curage annuel par un organisme extérieur qui a été mis en place cette année
- une inspection annuelle réalisée en interne. Cette inspection annuelle est programmée 6 mois après le curage par la société extérieure pour respecter la surveillance globale semestrielle. La procédure MEO-G0601 « inspection des ouvrages d'eau pluviales et séparateurs d'hydrocarbures » du 10/09/2024 revD précise la fréquence annuelle et les opérations à réaliser.

Les curages et les inspections sont donc programmés à l'avance avec un intervalle de 6 mois.

L'exploitant présente le registre de suivi des ouvrages de rétention eaux pluviales et des séparateurs hydrocarbures qui permet de suivre la périodicité des opérations de maintenance, curage et inspection des ouvrages. Le registre, sous format excel, présente deux onglets : un onglet description et un onglet suivi.

Dans l'onglet description du tableau de registre, il est fait mention des ordres de travaux de la GMAO (inspection/curage) qui doivent faire l'objet d'un report dans le registre.

Dans l'onglet suivi, l'Inspection constate que le dernier curage pour les trois séparateurs hydrocarbures date d'avril 2026. Le curage a été réalisé par la SARP le 10/04/2026 et concernait le pompage et le nettoyage des séparateurs.

Le registre indique également que d'autres inspections ont eu lieu en septembre 2024, mars 2025,

septembre 2025 puis mars 2026 pour l'ensemble des ouvrages (rétention + séparateur + poste de relevage).

En ce qui concerne les postes de relevage, l'exploitant précise qu'à la suite des travaux d'extension le poste de relevage draine dorénavant des eaux claires. L'exploitant présente en séance la procédure de contrôles des postes de pompage eau pluviale MEO-G0119 créée le 01/07/2025. Le contrôle des pompes de relevage est réalisé tous les 4 mois. L'entretien du poste est réalisé par le service exploitation dans le cadre de l'inspection annuelle. Néanmoins, les contrôles d'absence de dépôts sur les voiles du poste et d'absence de pollutions, de flottants ou de boues en fond d'ouvrage dans le poste de relevage sont réalisés en même temps que le contrôle des pompes. En ce qui concerne le curage du poste de relevage, ce dernier intervient en tant que de besoin et à l'issue d'une inspection/ contrôle. En effet, les procédures d'inspection des ouvrages d'eau pluviale et séparateurs hydrocarbures (MEO-G0601) et de contrôles de postes eaux pluviales (MEO-G0119) intègrent un point de contrôle présence de pollution. Si ce point de contrôle n'est pas satisfaisant, l'agent ouvre alors un ordre de travaux spécifique pour procéder au curage du poste de relevage par une entreprise extérieure. L'exploitant précise que le poste de relevage drainant dorénavant des eaux claires, les ordres spécifiques de nettoyage sont rares.

Enfin, l'exploitant indique qu'un dispositif a été mis en place au niveau du poste de relevage afin de détecter les pompes en défaut (voyant lumineux rouge qui s'allume au niveau du coffret de commande).

L'exploitant a pris les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et le nettoyage des séparateurs hydrocarbures et du poste de relevage. **La prescription contrôlée est respectée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

L'article 25.3 de l'arrêté interpréfectoral n°2019/DRIEE/SPE/046 du 07 juin 2019 encadrant la refonte et l'exploitant du système d'assainissement de Bonneuil-en-France "Les eaux d'incendie" est abrogé et remplace comme suit :

25.3 Les eaux incendie

Les eaux d'incendie sont confinées dans le réseau EP de la zone Sud et/ou dans les ouvrages de rétention EP de la zone nord mentionnés à l'article 25.1. Dimensionnés pour recevoir des pluies correspondant à une pluie cinquantennale, les volumes de rétention sont suffisants, entre 2 et 3 fois supérieurs à ce qui est nécessaire, pour accepter les volumes d'extinction d'incendie.

25.1 Les eaux pluviales

[...] Les ouvrages de rétention ont les caractéristiques suivantes :

OUVRAGE	VOLUME DE RETENTION	SPECIFITES
Digesteur primaire	720	A ciel ouvert
Digesteur secondaire	163	A ciel ouvert

Connexion digesteurs	129	A ciel ouvert
Canalisation âme tôle 600 mm	20	Linéaire de 70m, libre aux extrémités
Bâches de l'ouvrage d'arrivée	330	A ciel ouvert
Canalisation âme tôle 1600 mm	123	Linéaire de 761m, libre aux extrémités
Bassin de dégrillage	631	Fermé avec grille de décompression en extérieur

porter à connaissance

4. Calcul des volumes de rétentions

Volume incendie BV nord = 511 m³

Volume incendie BV Sud = 438 m³

Constats :

L'exploitant indique que tous les ouvrages de rétention sont situés dans la zone nord. Des ouvrages existants ont été réutilisés pour la rétention des eaux pluviales et des eaux d'extinction. L'exploitant précise qu'une circulation des eaux pluviales et des eaux d'extinction a été créée c'est à dire que les eaux viennent déjà remplir les bâches du dégrillage puis l'ancien ouvrage d'arrivée et enfin les deux digesteurs.

L'exploitant précise que seuls les digesteurs primaires et secondaires ont subi des modifications par rapport à l'existant. La connexion entre les digesteurs a été créée.

La note technique du porter à connaissance détaille les caractéristiques des ouvrages existants. Elle indique également les calculs des volumes de rétention hypothétiques pour les digesteurs primaires et secondaires considérant un écrêtage des digesteurs à 1,10m au dessus du niveau topographique naturel.

Lors de la visite du site, l'Inspection constate, par mesure, que les digesteurs ont bien été écrêtés à une hauteur de 1,10 m validant les volumes de rétention calculés dans la note pour ces ouvrages modifiés.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Visite des ouvrages de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et maintenance des ouvrages de rétention

Prescription contrôlée :

2.2 Modification de l'article 25.1

[...] Il est prévu une visite des ouvrages de rétention au moins une fois par an. Cette visite

<p>comporte le contrôle des ouvrages et l'évacuation des flottants le cas échéant. Outre cet entretien régulier, des visites des ouvrages sont réalisées après chaque évènement pluvieux importants et sont consignées dans un cahier de suivi. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que toutes les opérations de maintenance, d'inspection et de nettoyage sont gérées par une GMAO (voir point de contrôle n°1).</p> <p>L'exploitant indique procéder à une inspection des ouvrages d'eau pluviale et séparateurs d'hydrocarbures une fois par an. La procédure MEO-G0601 « inspection des ouvrages d'eau pluviales et séparateurs d'hydrocarbure » du 10/09/2024 revD précise la fréquence annuelle et les opérations à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'état de propreté du réseau et des différents ouvrages de rétention - vérification de l'état général des ouvrages (détection de corrosion, fissure ou toute autre dégradation) - vérification du bon fonctionnement des pompes du poste de relevage - contrôle du bon écoulement des eaux sur l'ensemble du réseau jusqu'aux 2 exutoires. <p>Le registre de suivi des ouvrages de rétention eaux pluviales et des séparateurs hydrocarbures précise en plus des éléments présentés dans le point de contrôle n°1 le mode opératoire pour la gestion des épisodes pluvieux. Ainsi, un évènement pluvieux à la journée supérieur à 20 mm de pluie ou un cumul mensuel supérieur à 100 mm de pluie conduit à la création d'un ordre de travaux spécifique type inspection/maintenance dans la GMAO.</p> <p>L'Inspection constate dans ce même registre que la dernière inspection de l'ensemble des ouvrages (rétention + séparateurs + poste de relevage) date de mars 2026.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection constate le bon état de l'ouvrage de rétention n°7 (digesteurs primaire et secondaires ainsi que la connexion entre les digesteurs).</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Vanne d'isolement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2 Modification de l'article 25.1. [...]Il est créé une vanne d'isolement sur la canalisation de rejet EP à la Morée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que deux vannes d'isolement ont été créées comme indiqué dans le porter à connaissance, une vanne au nord et une vanne au sud pour chacun des rejets à la Morée.</p>

La fermeture de la vanne d'isolement au nord implique l'arrêt des pompes en amont en plus de la fermeture de la vanne. Au sud, l'exploitant explique que les eaux s'écoulent de manière gravitaire, seule la fermeture de la vanne est donc nécessaire. L'exploitant précise que les deux vannes d'isolement sont manuelles.

L'Inspection interroge l'exploitant sur la procédure de contrôle du bon fonctionnement de la vanne. Ce dernier indique ne pas avoir prévu, de manière systématique, le contrôle de la vanne et précise l'intégrer à sa procédure d'inspection des ouvrages d'eau pluviale et séparateurs d'hydrocarbures MEO-G0601. Par mail en date du 16/04/2026, l'exploitant transmet la version D de la procédure. Un point de contrôle systématique du bon fonctionnement des 2 vannes d'isolement nord et sud en les manoeuvrant et en s'assurant de la bonne étanchéité de chaque vanne en position de fermeture a été ajouté. Le contrôle des vannes d'isolement sera donc effectué annuellement lors des inspections des ouvrages.

Lors de la visite du site, l'Inspection demande à tester la fermeture de la vanne d'isolement nord afin de vérifier son bon fonctionnement. L'inspection constate le bon fonctionnement de cette vanne. La vanne d'isolement sud n'a, quant à elle, pas été testée.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limite de rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, VLE dans l'eau

Prescription contrôlée :

2.2 Modification de l'article 25.1

[...]

Les concentrations de rejet à la Morée respectent les valeurs suivantes :

- MES < 35 mg/L
- DCO < 125 mg/L
- Hydrocarbures < 5 mg/L

Constats :

L'exploitant présente les dernières analyses d'eau pluviales réalisées par EUROFINs en date du 11 mars 2025.

Pour le rejet sud, les concentrations de rejet à la Morée sont les suivantes :

- MES < 2 mg/L
- DCO : 23,5 mg/L
- hydrocarbures : 0,1 mg/L

Pour le rejet nord, les concentrations de rejet à la Morée sont les suivantes :

- MES < 2 mg/L
- DCO : 7,60 mg/L
- hydrocarbures < 0,1 mg/L

L'Inspection constate que les concentrations mesurées sont en dessous des valeurs limites prescrites à l'article 25.1. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence de contrôle des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2024, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de contrôle des rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] <p>L'efficacité de traitement des dispositifs prescrits à l'article 25.1 du présent arrêté est vérifiée par la réalisation d'un contrôle annuel de qualité pour chaque point de rejet d'eaux pluviales à la Morée [...]</p>
Constats : <p>L'Inspection constate que les dernières analyses de rejet des eaux pluviales datent du 11 mars 2025. L'exploitant explique que pour réaliser les prélèvements il est nécessaire d'attendre des conditions particulières. L'exploitant présente l'ordre de travaux de la GMAO relatif aux prélèvements et analyses des eaux pluviales. L'Inspection constate que l'ordre de travaux a été affecté le 23 février 2026 et que la commande à EUROFINS a été passée le 04 mars 2026. Dans le système, il est précisé que les prélèvements sont en attente des conditions suivantes : Pluie supérieure à 5 mm après au moins 3 jours sans pluie. L'exploitant présente la commande EUROFINS n°26000248 validée le 9 mars 2026 par EUROFINS. L'exploitant est en attente du flaconnage pour les prélèvements.</p> <p>L'Inspection constate que des dispositions ont été prises par l'exploitant pour la réalisation du contrôle annuel.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage de produits_procedure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de dépotage
Prescription contrôlée : Article 26 : prescriptions sur les stockages de produits [...] <p>Une procédure formalise les différentes étapes de l'opération de dépotage et le rôle de l'exploitant et du transport.</p> [...]
Constats : <p>L'exploitant présente en séance la procédure XML MOE 110-001-B relative aux opérations de</p>

dépotage. La procédure a été créée le 01/03/2024 et révisée le 03/04/2026.

Quatre produits font l'objet de l'opération de dépotage car stockés en cuve :

- La soude à 90 %
- l'hypochlorite de sodium
- le chlorure ferrique
- l'acide sulfurique à 96 %

L'exploitant indique que les opérations de dépotage s'effectuent sur une seule aire de dépotage.

En termes de fréquence, l'exploitant indique :

- une opération de dépotage par an pour la soude, l'hypochlorite de sodium et l'acide sulfurique
- une opération de dépotage par semaine pour le chlorure ferrique

La procédure formalise les différentes étapes de l'opération de dépotage ainsi que les rôles de chacun dans ces opérations. La procédure décrit toutes les opérations à réaliser lors d'un dépotage. Elle donne notamment des consignes concernant :

- la vérification du volume disponible dans la cuve
- l'accueil du transporteur
- la préparation au dépotage
- le maillage du réseau pluvial
- le raccordement du camion
- l'autorisation de dépotage
- le démarrage du dépotage
- la vigilance pendant le dépotage
- la fin de dépotage
- la vidange du coffret dépotage
- la vidange de la rétention de dépotage
- le transfert de réactifs

L'Inspection constate que la procédure est cohérente avec la prescription sur les stockages de produits. **La prescription contrôlée est respectée.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage de produits_mesures de prévention produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 26

Thème(s) : Risques accidentels, mesures de prévention produits incompatibles

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de prévention nécessaires afin d'éviter le mélange de produits incompatibles (par exemple : Hypochlorite de sodium et acide) et notamment :

- un plan de circulation indiquant au chauffeur du véhicule de livraison, le lieu où il doit se rendre,
- la présence permanente d'une personne qualifiée de la société SIAH avec le transporteur pendant les opérations de dépotage
- le mode opératoire à respecter
- une signalétique pour éviter tout mauvais branchement,
- la fermeture de l'accès à chaque pompe de dépotage en dehors de leur utilisation
- un dispositif d'arrêt d'urgence des dispositifs de pompage

Constats :

L'exploitant indique que le plan de circulation est transmis au transporteur en amont du dépotage dans le document protocole de sécurité qui constitue le contrat entre l'exploitant et la société de transport. L'exploitant présente en séance le protocole de sécurité des opérations de chargement/déchargement de l'acide sulfurique signé entre l'exploitant OTV et la société de transport BRENNTAG. Ce protocole de sécurité a été signé en 2024 et est valide jusqu'au 05/06/2029. Il indique les équipements de la zone d'accueil, les consignes de prévention pour la réalisation des opérations, les consignes à respecter sur site. En annexe, le plan de circulation est fourni ainsi que les photos de l'aire de dépotage et des coffrets de dépotage.

A l'arrivée d'un transporteur, le technicien exploitant prend en charge le camion et indique l'aire de dépotage au transporteur. Une double validation du produit réceptionné est réalisée par un second technicien ou un chef d'équipe. Le mode opératoire présenté dans le point de contrôle n°8 est utilisé par le technicien du site.

Au niveau de l'aire de dépotage, l'Inspection constate que chaque coffret de dépotage est associé à un produit (acide sulfurique, soude, chlorure ferrique ou hypochlorite de sodium). Les coffrets de dépotage sont cadenassés. Les substances sont identifiées par une étiquette, leur code ONU. Les consignes de sécurité sont également présentes sur les coffrets de dépotage. Les clés permettant l'ouverture des cadenas et des coffres de dépotage se trouvent dans des boîtes à clé à l'intérieur du bâtiment accessible uniquement avec un badge. L'Inspection constate donc 4 boîtes à clés, une pour chaque produit. Le code d'ouverture de chaque boîte à clé correspond au code ONU de la substance considérée.

Pour éviter tout mauvais branchement, un code couleur a également été mis en place. Une couleur correspond à un produit chimique. Les cadenas portent la même couleur que leur identification en supervision du technicien.

Enfin, l'Inspection constate sur site le dispositif d'arrêt d'urgence des dispositifs de pompage.

L'Inspection constate que l'exploitant a mis en place des mesures de prévention afin d'éviter le mélange de produits incompatibles. **La prescription contrôlée est respectée.**

Type de suites proposées : Sans suite